

Ce texte a été écrit bien avant l'éclat de la crise au Mali par Moussa Mara qui est aujourd'hui la maire de la quatrième de Bamako et entre les acteurs politiques les plus actives et pour le changement. Il est candidat aux prochaines élections. Président du mouvement Yelema.

Le Nord du Mali - Moussa Mara

De la Menace à l'opportunité

Nous venons de fêter le cinquantenaire de l'accession de notre pays à la souveraineté nationale et internationale. En même temps nous vivons le cinquantenaire de ce qu'il faut appeler « le problème du nord » de notre pays. L'indépendance du pays a presque été suivie par l'apparition de la crise dans le septentrion et depuis lors, cette région évolue de soubresaut en soubresaut et cela jusqu'à aujourd'hui. Faisant de cette partie de notre territoire un véritable cauchemar pour le Mali. Tous les pouvoirs ont eu leur lot de crises à gérer. Chacun a essayé et plusieurs stratégies y ont été développées. Sans grand résultat pour l'instant tant est que présentement cette région dont nous partageons les caractéristiques avec les pays voisins, cristallise toutes les attentions et abrite de nombreuses menaces pour nos États. Le phénomène lié aux terroristes d'Al - Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) n'est que le dernier du genre à venir se greffer sur un corps déjà bien malade. Aujourd'hui, notre pays est bien malgré lui célèbre dans le Monde en raison de son nord instable, malade et faisant office de cœur d'un système mêlant trafics en tout genre, terrorisme, banditismes... Qui plus est avec certains de nos compatriotes qui en sont devenus des acteurs clés.

Le Mali ne peut pas et ne doit pas tolérer que prospèrent sur son sol de telles menaces et on aurait bien tort de penser qu'on peut cohabiter à long terme avec ces cellules cancéreuses ou qu'elles ne nous concernent pas. Ces cellules ne peuvent que faire des métastases pouvant prendre en otage l'État et donc le pays. Des pays comme la Guinée Bissau en Afrique ou la Colombie et le Mexique en Amérique latine vivent au quotidien les ravages de fléaux semblables à ce qui se vit au Nord du Mali. Fléaux localisés dans un premier temps et qui ont fini par gangrener le pays. Que Dieu nous en garde ! En la matière, il nous est obligatoire et même vitale de nous réveiller de manière énergique, prendre conscience de tous les dangers, nous organiser pour y faire face, nous préparer à faire d'énormes sacrifices pour ce faire, compter sur le temps pour y arriver et travailler avec toutes les bonnes volontés pour enfin réussir.

Le Nord de notre pays, débarrassé des maux qui le minent depuis cinquante ans, protégé contre les menaces périphériques, pourra devenir pour le Mali et l'ensemble du Sahel une formidable opportunité de développement. N'oublions pas qu'il y a plus de 1000 ans, cette zone a été le berceau du commerce transsaharien qui a fait la prospérité du Nord et du Sud du Soudan, formé l'épine dorsale de certains de nos grands empires et constitué une formidable occasion de brassage socio culturel qui constitue un des piliers de la culture malienne d'aujourd'hui. Il nous faut redonner de nouveau à notre septentrion cette vocation. Pour ce faire une présentation et un diagnostic sans complaisance de la situation sur le terrain sont nécessaires afin de tracer les plans d'un nouveau renouveau pour le Nord du Mali et pour le Mali.

Une zone vaste et propice aux trafics

Le terrain dont il est question aujourd'hui est une zone qui représente les deux tiers de la superficie du pays, trois régions administratives, treize cercles et environ un million d'habitants (moins de 10% de la population) soit en terme de dispersion géographique presque un habitant au kilomètre carré. Ce tableau peut être reproduit à l'identique pour nos trois voisins (Algérie, Mauritanie et Niger) et dans une moindre mesure pour le Tchad lointain. Il faut savoir d'ailleurs qu'avec ces trois voisins la frontière qu'on partage n'est pas du tout bornée et compte tenu de sa longueur (plus de 3000 KM) il est illusoire d'espérer la contrôler, suivre les mouvements de part et d'autre. Il suffit simplement de voir les pires difficultés que les armées les mieux équipées ont pour contrôler à peu près une zone qui est plus petite et plus peuplée que le Nord du Mali (Nord - Est Afghanistan et zones frontalières avec le Pakistan).

Le terrain dont il s'agit est un espace constellé de plusieurs organisations armées plus ou moins formelles, plus ou moins revendicatrices, s'adonnant à des activités économiques illicites. On y recense une rébellion latente d'une partie des populations touaregs qui se sont toujours estimées lésées, réclament plus d'autonomie et moins de présence de l'autorité publique. Avec une certaine perméabilité aux actions de manipulation venues de l'extérieur. Une rébellion larvée et périodique que nous partageons avec le Niger pour à peu près les mêmes causes. Ce terrain se caractérise aussi par la présence d'un banditisme récurrent avec des trafics de différentes sortes depuis l'indépendance jusqu'à ce jour et qui ne semble gêner personne car considéré comme un amortisseur et une soupape de sécurité. Sauf qu'avec la drogue et la traite des personnes (immigration, esclavage...) la soupape a tendance à devenir plus lourde que le moteur qu'elle est censée aider charriant des menaces autrement plus sérieuses pour nos pays. A ces menaces s'ajoute depuis peu une autre faisant de plus en plus parler d'elle en l'occurrence la sanctuarisation de réseaux terroristes qui, à l'origine, sont tournés vers les pays du Maghreb, leurs cibles privilégiées. Ces réseaux s'étendent, se développent, diversifient leurs sources de financement avec une priorité accordée aux prises d'otages occidentaux libérés contre rançons et commencent à prendre racine dans notre espace septentrionale en utilisant les mêmes recettes que les rebelles mais à une échelle plus importante. C'est ainsi que le Mali a désormais droit à son émir d'al - qaïda (Abdelkrim ou Taleb selon les cas) et c'est également ainsi que nombreux terroristes ou simples bandits et autres trafiquants arrivent à s'implanter au Nord en y tissant des liens sociaux, en s'y créant des obligés et des chaînes de complicité au moyen des revenus illicites engendrés par leurs activités.

Il faut reconnaître que la situation socio économique du Nord est favorable à la sanctuarisation de l'illégalité et à la prospérité de toutes les sortes d'aventuriers. Cet espace se caractérise par une pauvreté endémique, un sous équipement criard et une sous administration chronique. Ces facteurs s'inscrivent dans la durée et finissent par atteindre le corps social et effriter le tissu social. On assiste inévitablement à un regain de la méfiance entre les communautés ayant eu des rapports difficiles et douloureux dans le temps, une animosité larvée qui aboutit à des convulsions meurtrières facilitées par un taux d'armement élevé de la population. Ces convulsions animées par le passé constituent autant d'occasions de méfiance et autant de risques de conflagration plus importante. Le tissu social subit ainsi des assauts progressifs qui ne peuvent que le fragiliser.

Le communautarisme, le repli identitaire, l'amenuisement des liens sociaux sont les conséquences de cette situation qui brouille les repères, rend inaudibles les voix jadis autorisés et affaiblissent tout ce qui constitue un semblant de ciment social (autorité traditionnelle, leaders religieux, intercesseurs sociaux, préceptes moraux...). On quitte ainsi peu à peu la situation d'une société harmonieuses pour arpenter le chemin qui mène droit à la jungle où seule la loi du plus fort est applicable. C'est ce à quoi nous assistons progressivement au Nord et c'est ce qui constitue la plus grave menace pour le pays et son unité aujourd'hui. C'est ainsi que nous voyons prospérer des actes impensables dans notre pays. Des groupes de populations qui participent à l'enlèvement de personnes qui les aident (agents d'ONGs, touristes...) pour aller

les revendre à des personnes qui ne se soucient aucunement d'eux, cela dans le but unique de gains sporadiques et momentanés, faisant de la prise d'otages (devenus des marchandises) une des professions les plus courues dans cette zone. Sans parler des complicités diverses à des niveaux souvent élevés dans l'administration permettant que des actes crapuleux perdurent sur notre territoire et à notre dépend !

Le terrain est également la communauté de destin que nous avons avec plusieurs pays à la faveur de l'histoire et de la géographie. Chacun de ces pays a des réalités internes et des priorités nationales qu'il est difficile de faire converger donnant ainsi plus de chances aux acteurs néfastes de tous acabits. L'Algérie est la puissance régionale incontestable du sahel. Le budget de son armée est supérieur à la somme des budgets d'Etats des pays du sahel (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina FASO, Niger et Tchad). Elle a eu un passé récent douloureux et des attentats ont encore lieu sur son territoire même si c'est de rare. L'essentiel des membres d'AQMI viennent de l'Algérie. A priori elle a le plus intérêt à détruire le réseau des terroristes. Mais malheureusement la situation est plus compliquée que cela car de nombreux membres de la hiérarchie militaire algérienne peuvent avoir intérêt à maintenir le réseau terroriste à un niveau de fonctionnement minimal permettant de justifier des investissements importants dans l'armée mais aussi la prédominance du fait sécuritaire dans les choix politiques de ce pays. La Mauritanie est également inquiète pour sa sécurité, n'a pas encore constaté de sanctuarisation des menaces terroristes sur son territoire mais a malheureusement subi quelques attentats. Elle est résolument engagée dans une stratégie militaire dont les résultats ne sont pas encore perceptibles pour l'instant. Notre pays est central et est inquiété par la conjonction des facteurs décrits ci dessus avec un impact significatif sur le tourisme mais également sur l'action des organismes de développement sans parler de menaces plus ou moins réels de reprise des hostilités des rebelles. Le Niger subit les mêmes affres que le Mali et a pu momentanément résoudre la question de la rébellion mais est vigilante sur toutes questions susceptibles de la réveiller et donc contrarier l'exploitation de l'uranium. Les pays occidentaux n'ont pas de stratégie cohérente et claire, certains privilégient la lutte contre la drogue, d'autres la libération des otages ou encore le terrorisme, certains penchent vers une option militaire exclusive, d'autres versent des rançons... Chacun ayant les moyens d'agir sur nos Etats et de les amener à infléchir certaines de leurs positions légitimes. Le terrain est de ce fait encombré et les stratégies sont loin d'être cohérentes.

Il faut enfin noter que les perspectives pétrolières au Nord du Mali avec des actions d'exploration poussées et le début annoncé des premiers forages de test n'est sans doute pas neutre sur l'intérêt grandissant de plusieurs acteurs internationaux pour le Nord de notre pays sans parler des velléités internes que cela risque d'entraîner. Si la donne pétrolière se concrétise alors que le terrain reste ce qu'il est aujourd'hui, on doit se poser légitimement la question de l'avenir de notre pays, au moins de son intégrité territoriale, à moyen terme.

Nous sommes dans l'obligation d'agir pour assurer à notre septentrion et à notre pays un futur positif dans un cadre régional propice au développement et au partenariat. La gestion de ces différentes menaces constitue une étape incontournable vers ce futur. Pour ce faire il convient de rappeler les principes intangibles qui doivent gouverner notre action avant de baliser dans le détail les stratégies qu'il faut développer pour réussir.

Quelques Principes utiles à rappeler

La fonction première de l'Etat est d'assurer la paix et la sécurité sur l'ensemble de l'espace sur lequel il exerce son autorité. Un Etat responsable ne peut pas et ne doit pas laisser perdurer sur son territoire une insécurité rampante dont souffrira d'abord son peuple, celui qui constitue sa raison d'être. L'Etat malien doit faire de la sécurité sur l'ensemble du territoire mais surtout de la

sécurité de tous les maliens la priorité absolue de son action. La question de la sécurité, de la paix, de l'harmonie sociale sur l'ensemble du territoire national est cardinale et doit être résolue pour que les autres chantiers puissent avoir des chances de réussir.

Seule la sécurité créera les conditions préalables à un développement harmonieux et durable du Nord du pays. Il n'est donc pas productif d'ignorer les différentes menaces au Nord (trafics en tout genre, sanctuarisation des terroristes avec des liens plus qu'évidentes entre les deux activités qui se nourrissent entre elles). Au contraire il faut y faire face avec détermination.

L'Etat doit intégrer qu'on ne peut pas faire la sécurité au Nord sans les habitants dont en premier lieu l'élite de la zone (élus, leaders traditionnels, hommes d'affaires, religieux, associations diverses...) et leurs cousins au delà des frontières. Il faut un engagement clair et durable avec cette élite. Un engagement reposant sur les devoirs et les actions des uns et des autres pour aboutir à l'objectif de sécurisation durable. Un engagement mutuel intégrant pleinement l'ensemble des fils et filles du Nord mais comportant des limites à ne pas franchir et des comportements à bannir à jamais. Il faut que chaque acteur du Nord pouvant jouer un rôle dans la pacification de la région soit engagé à s'investir pleinement dans la mission sans jamais accepter une cause contre l'intérêt de l'Etat et l'intérêt du pays. Il faut que l'Etat et l'ensemble de ses acteurs, structures, autorités s'engagent dans la même voie.

L'Etat doit également s'engager fermement dans une voie qui exclut le versement de rançons ou donner des gages aux preneurs d'otages car cela n'est qu'un encouragement à poursuivre cette activité. Nous ne devons pas le faire et nous ne devons pas encourager cela.

Il nous faut enfin affirmer les principes d'une pleine association des voisins et de tous les amis du pays dans ce combat et nous organiser pour le mener au moins sur une décennie permettant de faire de la partie septentrionale du Mali une zone de paix et de prospérité.

Une stratégie multi dimensionnelle, cohérente, commune et durable

Aucune stratégie d'actions contre toutes les formes de menaces au Nord de notre pays et dans le sahel n'est assurée de marcher. Mais l'absence d'action serait encore pire pour nous en raison de la progression du mal et des risques qu'il fait peser sur le pays aujourd'hui mais aussi et surtout dans le futur. Il nous faut agir, reprendre l'initiative et essayer d'entraîner les autres. Le Mali est central dans le sahel et est le pays qui a le plus à perdre en matière de déstabilisation de la zone. C'est du Mali que doivent aller les stratégies permettant de faire de l'espace sahélien et donc de notre septentrion, un des piliers de notre essor socio politique. Cette stratégie recouvre de nombreux aspects avec comme axe central de mise en œuvre la force armée et comme perspective les initiatives de développement socio économique dans un cadre régional et en pleine collaboration avec nos voisins et tous nos amis.

L'urgence absolue dans les activités relatives à ce dossier est de restaurer les relations avec tous les voisins en utilisant le concours des puissances étrangères et régionales, en discutant clairement des dossiers de brouille et en prenant des résolutions fermes et publiques (relecture de conventions, signature de nouvelles conventions en matière de lutte contre les terroristes et bandits...) qu'il convient de traduire très rapidement en actes. Les pays de la zone doivent parler d'une même voix et mener ensemble les actions nécessaires pour endiguer toutes les menaces. La réunion de Tamanrasset qui a commencé le dimanche 25 octobre 2010 entre les différents états majors est le début de la concrétisation de la stratégie d'un état major intégré qui est indispensable à la conduite de l'action militaire indispensable pour résoudre certains problèmes du Nord. Il faut qu'on traduise rapidement sur le terrain ce regain de collaboration entre les pays. En la matière, très rapidement, on doit dépasser le stade du droit de poursuite

par un repositionnement de troupes sur l'ensemble de la bande sahélienne avec des patrouilles mixtes et une véritable intégration des armées dont le maître mot doit être la mobilité et la disponibilité des équipements adéquats. Dans cette optique, les forces à déployer doivent être bien équipés en moyens de transmission, disposer de moyens d'appuis aériens (avions de reconnaissance, hélicoptères de combats et de transports de troupe...), évoluer avec des blindés légers et de véhicules rapides (de types picks ups renforcés et armés de mitrailleuses lourdes). En terme d'armes, les moyens d'artilleries et des troupes aguerries pour les missions commando sont souhaitables. La stratégie d'action doit privilégier l'endiguement et le sectionnement des groupes armés présents en groupuscules dépourvus de moyens d'actions significatifs. Cette stratégie nécessitera non pas des affrontements à l'arme lourde mais des escarmouches permanentes menées en commando et limitant les pertes. Il nous faut couper les auteurs de troubles de leurs approvisionnements, les contenir dans la zone et les harceler continuellement sur une longue période (au moins deux ans) dans le but de les disperser au maximum et finalement de détruire la menace soit par l'anéantissement de leur force combattante soit par la dispersion de leurs forces résiduelles qu'ensuite les forces de sécurité, de police et de gendarmerie pourront traiter. Cette action permettra accessoirement d'éliminer toutes les autres formes de prédation encourus dans la zone (trafic de drogue et de personnes, contrebandes diverses...). Pour mener à bien cette action d'envergure il faut envisager d'installer et de faire agir une centaine d'équipes mobiles composées chacune d'une centaine de soldats équipés et dotés des capacités et moyens adéquats.

Cette force d'environ 10 000 hommes pourra être alimentée par les 5 ou 6 armées concernées dont principalement le Mali, la Mauritanie et le Niger. Cela n'est pas au dessus de nos forces actuelles. Le Mali par exemple pourra dégager un effectif de 3000 à 4000 hommes (un peu plus qu'un régiment) dans ce combat qui est capital pour son avenir. Ces équipes quadrilleront en permanence la zone et engageront très régulièrement les escarmouches indiquées ci-dessus avec l'appui du renseignement, des télécommunications et des moyens aériens. Une bonne collaboration entre elles par le renseignement et la géolocalisation permettra d'éviter qu'elles ne s'attaquent entre elles. Pour procurer à cette armée mobile employant des techniques de guérilla et en offensive permanente les forces nécessaires de son action il faut au moins une dizaine de bases logistiques lourdes (moyens aériens, approvisionnements, troupes de relève, munitions, artilleries lourdes, carburant, génie) et positionnées sur la largeur de l'ensemble de la bande sahélienne allant de l'est de la Mauritanie à l'est du Niger en passant par Tombouctou, Gourma rharous, Bourem, Gao, Menaka, Kidal, Tessalit, Arlit, Tamanrasset, Taoudeni et Agades. Cette stratégie militaire se basera également sur l'utilisation des moyens d'information et de surveillance modernes mais aussi traditionnels (infiltration, espionnage, relais locaux, guides et informateurs divers...) pour essayer d'assurer la bonne information des autorités politiques et militaires sur tous les mouvements et tous les trafics ayant cours dans la zone et donner les moyens aux forces armées d'atteindre les cibles plus facilement et plus rapidement. De manière générale, il faut accompagner la mise en œuvre de la partie militaire de la stratégie par une coopération transfrontalière solide et pan sahélienne pérenne pour que de la Mauritanie au Tchad, les forces armées puissent coopérer dans la surveillance, le partage d'information, le droit de poursuite, les patrouilles mixtes et multinationales (forces aériennes, forces terrestres, forces fluviales) préfigurant une armée intégrée et, pourquoi pas un jour, une seule armée entre nos différents pays.

Nous devons pouvoir compter sur les services des pays développés amis pour nous équiper, notamment dans la surveillance (utilisation des drones) et nous aider dans l'information (utilisation des satellites). Toutes autres formes d'assistance comme celles actuellement en cours (formation, soutien logistique, armements...) seraient les bienvenues.

Le coût de cette opération devrait atteindre au moins 150 milliards de FCFA chaque année.

L'Algérie pourrait en supporter le tiers. Il pourrait être demandé le tiers à la France et aux pays européens du pourtour méditerranéen qui figurent parmi les cibles d'AQMI et sont victimes de la drogue acheminée à travers le sahel. Le dernier tiers pourra être partagé entre les pays directement concernés par les combats (Mali, Niger, Mauritanie et dans une moindre mesure Burkina FASO et Tchad) qui fourniront également les troupes pour ce faire.

La confrontation militaire n'est pas seule suffisante pour gagner le combat de la paix et de la sécurité au Nord du pays. Il nous faut de manière urgente et concomitamment avec la mise en œuvre des stratégies militaires éteindre tous les feux internes entre maliens.

Nous devons appliquer et accélérer l'application des accords d'Alger dont certaines clauses pourront être relues en tenant compte de l'évolution de la situation du terrain (renforcement du dispositif militaire, plus d'équipement notamment aérien, plus de moyens de renseignement...) avec notamment un engagement plus important des forces de l'alliance du 23 mai 2006 pour aider l'armée.

Il nous faut accroître de manière significative les mesures de sécurité pour résoudre rapidement et de manière décisive toutes les dérives locales (assassinat, enlèvement, rétorsions, vengeances...). L'Etat ne doit pas reculer contre des sanctions expéditives et extrêmement sévères contre toutes les tentatives de sabotage menaçant la paix et la sécurité encours de réinstauration durable. Les enlèvements de véhicule, les vols de bétails ou encore les règlements de comptes sont à combattre avec la dernière rigueur. Parallèlement, les sanctions extrêmes doivent aussi être appliquées à tous les responsables publics quelque soit leur rang, qui seraient convaincus de connivence, népotisme, corruption et autres utilisations de l'environnement pour s'enrichir. Leurs complices et relais dans la société ou parmi les forces de sécurité ne doivent pas être épargnés. De même que toutes personnes agissant de connivence avec les acteurs négatifs (trafiquants de drogue, terroristes...). Pour permettre la mise en œuvre de ces sanctions exemplaires il faut envisager une modification du code pénal dans ce sens, faciliter le travail des forces de l'ordre, aller vers l'instauration et l'application de la peine capitale dans certains cas à définir et à expliquer. La situation exceptionnelle que nous vivons ne nous permet plus de garder une attitude passive.

L'établissement d'un ordre juste est une des conditions de restauration de la confiance entre les populations et l'Etat, confiance indispensable à la réussite de la stratégie de pacification et de développement du septentrion.

Il nous faut réintroduire dans le jeu les leaders sociaux, traditionnels et élus en leur faisant exercer les rôles de réducteurs de tension dans le cadre d'engagement et de collaboration allant au delà des clivages ethniques, professionnels, politiques ou confessionnels. Chacun a le Mali en partage avec l'autre, chacun doit s'employer à faire de notre pays un havre de paix pour l'autre. Les organisations de la société civile sont à associer à ce combat.

Il nous faut engager un important mouvement de fonctionnaires vers le nord pour illustrer la volonté de l'Etat de changer de fusil d'épaules et d'affirmer en même temps son souci d'équité ente les fils du pays. Il nous faut changer l'essentiel de ceux qui y exercent souvent depuis un certain temps (douane, gendarmerie, police, administration territoriale, justice...) pour y amener des hommes neufs, jeunes, compétents, dépourvus d'a priori qui vont pouvoir assainir le paysage dans la justice et dans la fermeté.

La mise en œuvre de ces actions de redressement et d'affirmation de l'autorité de l'Etat doit se faire dans le respect des droits humains et des principes constitutionnels. Ceci doit nous amener à discipliner davantage les forces de sécurité pour limiter les bavures tout en restant

ferme sur l'application des sanctions et autres décisions de justice.

Ces mesures constituent autant de révolutions dans les circonstances actuelles en raison de notre passivité collective induite par l'inaction des autorités publiques. Il faut donc les accompagner par des mesures de communication permettant de justifier leur bien-fondé, mettre en exergue les résultats escomptés et obtenus et susciter ainsi une adhésion populaire indispensable à la réussite de toute initiative publique de cette ampleur. Le succès de la forte affirmation de l'autorité de l'Etat constituera un gage certain pour appliquer les mêmes stratégies ailleurs au bénéfice de la société et du pays.

La troisième étape de la nouvelle stratégie publique au Nord pouvant être mise en place sur une période de deux ans est de créer un environnement de sécurité au Nord. Cela passe par un renforcement du dispositif de sécurité et une modification du schéma d'application des forces mais aussi et surtout par la mise en place d'un dispositif international multi dimensionnel de gestion des questions transversales dont la problématique du développement des régions concernées.

Il nous faut obtenir l'organisation d'une conférence sous régionale sur la sécurité et le développement dans la bande sahélo saharienne avec tous les pays concernés et traitant de tous les volets : collaboration sécuritaire, développement, questions économiques et financières, questions pétrolières et énergétiques, gestion des frontières, patrouilles conjointes, renseignements, infrastructures, aides internationales, dispositif sous régional de gestion sous l'égide de l'Union Africaine, accords sous régionaux et internationaux en matière sécuritaire. La Mise en œuvre des résolutions de cette conférence se fera dans le cadre de l'article 117 de la Constitution de février 1992.

Il nous faut mettre en œuvre rapidement les résolutions de cette conférence ainsi que de celle ayant trait aux questions de développement des régions du nord dont les besoins de financement atteignent 750 milliards de FCFA. Le Mali doit pouvoir dégager 50 milliards de FCFA chaque année pour l'appui aux régions du Nord et la mise en œuvre de ce programme qui prendra ainsi environ dix ans. L'action publique doit éviter les agences et les projets et injecter directement les ressources à travers les collectivités territoriales (mairies, conseils de cercle et assemblées régionales)

Il nous faut anticiper sur la production pétrolière et imaginer comment utiliser une bonne partie de la manne supposée pour le désenclavement du nord, la fourniture de l'énergie et des télécommunications, la promotion de l'éducation, la création de richesse, la promotion de l'agro industrie basée sur l'élevage, le soutien à la sédentarisation, la préservation de l'environnement et des cultures et traditions, la lutte contre l'ensablement, etc.

La mise en œuvre concomitante de ces différentes actions et stratégies devrait permettre sur une période plus ou moins longue de résorber une bonne partie des menaces nationales en provenance du Nord du pays. Elle devrait également aider nos voisins à faire de même pour que le Sahara de nos imaginations redeviennent une opportunité de prospérité partagée.

Il faut cependant noter qu'en s'engageant dans les voies ainsi tracées, on se situera au cœur de la lutte saharienne contre toutes les menaces transversales notamment le terrorisme ; ce qui risque d'exposer directement le Mali aux attentats et autres manœuvres de déstabilisation tentées par les bénéficiaires de ces fléaux. Nous devons en tenir compte et définir en conséquence des règles et dispositifs de sécurité intérieure permettant de nous prémunir. Cela nécessitera l'association de la population aux mesures de protection et de vigilance, une attention accrue des forces de sécurité sur les axes de circulation dans le pays et à l'intérieur de

toutes les villes (fouille des maisons et des véhicules, patrouilles diurnes et nocturnes, protection plus renforcée des leaders, élus, responsables divers...), l'association de la justice....

Le coût des actions sécuritaires de cette étape comme celui des autres étapes est à évaluer pour être porté à la connaissance du pays et de ses amis. L'État doit s'efforcer d'en trouver le financement au niveau interne et ensuite à l'extérieur, si nécessaire par l'endettement. Nos amis doivent être sollicités pour nous accompagner. Le Chef de l'État doit régulièrement communiquer autour de ces différentes actions afin de mobiliser la Nation dans cette action qui pourra une fois pour toute instaurer un climat de quiétude au Nord et dans le pays, restaurer l'autorité de l'État et lui permettre de continuer le seul combat qui vaille c'est -à-dire celui vers le développement.